

Parlement francophone bruxellois

(Assemblée de la Commission communautaire française)

Séance plénière

Vendredi 26 juin 2020 - 9h00 et 14h00 Rue du Lombard, 69 – Salle des séances plénières du Parlement bruxellois et en visioconférence*

Ordre du jour

1. Communications

2. Examen des projets et des propositions

2.1. Projet de décret portant assentiment à l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, signé à Bruxelles le 24 novembre 2017

doc.18 (2019-2020) n° 1 et doc. 18 (2019-2020) n° 2

- Rapporteur : M. Gaëtan Van Goidsenhoven
- Discussion générale
- Discussion des articles

3. Interpellations

- 3.1. de Mme Aurélie Czekalski adressée à Mme Barbara Trachte, ministre-présidente en charge de la Famille, concernant le « revenge porn », instrument de menace envers les femmes
 - et interpellation jointe de Mme Leila Agic adressée à Mme Barbara Trachte, ministre-présidente en charge de la Famille, concernant l'augmentation du « revenge porn » et des comptes « fisha » durant le confinement
 - et interpellation jointe de Mme Véronique Lefrancq adressée à M. Rudi Vervoort, ministre en charge de l'Enseignement, concernant le cyberharcèlement dans les écoles de la Commission communautaire française
- 3.2. de Mme Delphine Chabbert adressée à M. Rudi Vervoort, ministre en charge du Transport scolaire, concernant le transport scolaire

_

^{*} Selon les modalités retenues par le Bureau élargi

- et interpellation jointe de Mme Stéphanie Koplowicz adressée à M. Rudi Vervoort, ministre en charge du Transport scolaire, concernant l'évaluation et l'amélioration du transport scolaire en Région bruxelloise
- 3.3. de M. Jamal Ikazban adressée à M. Rudi Vervoort, ministre en charge de l'Enseignement, concernant l'arrêt de la Cour constitutionnelle sur le port de signes convictionnels à la Haute école Francisco Ferrer
 - et interpellation jointe de Mme Viviane Teitelbaum adressée à M. Rudi Vervoort, ministre en charge de l'Enseignement, concernant l'arrêt de la Cour constitutionnelle relatif au port de signes convictionnels dans l'enseignement supérieur
- 3.4. de Mme Delphine Chabbert adressée à M. Alain Maron, ministre en charge de l'Action sociale, concernant l'accès aux dispositifs de santé pour les personnes ayant une activité prostitutionnelle
- 3.5. de Mme Delphine Chabbert adressée à M. Alain Maron, ministre en charge de la Santé, concernant les mesures prises dans le secteur de la santé mentale en Commission communautaire française
 - et interpellation jointe de M. Ahmed Mouhssin adressée à M. Alain Maron, ministre en charge de la Santé, concernant la prise en charge des questions de santé mentale dans le cadre de la crise de Covid-19

4. Questions orales

- 4.1. de Mme Aurélie Czekalski adressée à Mme Barbara Trachte, ministre-présidente en charge de la Promotion de la santé, concernant la gestion du programme du dépistage du cancer colorectal
- 4.2. de Mme Gladys Kazadi adressée à Mme Barbara Trachte, ministre-présidente en charge de la Promotion de la santé, concernant l'impact de la crise du COVID-19 sur la santé des Bruxellois
- 4.3. de M. Gaëtan Van Goidsenhoven adressée à Mme Barbara Trachte, ministreprésidente en charge de la Ministre-présidence, concernant la lettre d'intention relative à la fonction d'« agent de liaison » entre entités fédérées francophones
- 4.4. de M. Ahmed Mouhssin adressée à Mme Barbara Trachte, ministre-présidente en charge de la Promotion de la santé et de la Fonction publique, concernant les mesures de prévention relatives à la NASH
- 4.5. de Mme Nicole Nketo Bomele adressée à Mme Barbara Trachte, ministreprésidente en charge de la Famille, et M. Alain Maron, ministre en charge de l'Action sociale, concernant les mesures prises par le Collège de la Commission Communautaire Française en faveur des familles monoparentales précarisées pendant et après la crise du Covid-19
- 4.6. de M. Gaëtan Van Goidsenhoven adressée à M. Alain Maron, ministre en charge des BAPA, concernant la politique d'accueil des primo-arrivants dans le cadre du déconfinement
- 4.7. de M. Michaël Vossaert adressée à Mme Nawal Ben Hamou, ministre en charge du Sport, concernant les suites données à l'annulation de la Cour Constitutionnelle de la loi du 18 juillet 2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale et son impact sur le secteur sportif

5. Vote

des points dont la discussion est terminée, à 14h.

6. Question(s) d'actualité

(Conformément à l'article 89.4 du Règlement, les questions d'actualité doivent parvenir à la présidence au plus tard à 11h30)

fixée(s) à 14h30.

Les membres sont priés de se munir des documents qui leur ont été adressés (ceux-ci peuvent être consultés sur le site internet du Parlement dans la mesure de leur disponibilité).

Toute information complémentaire peut être obtenue au 02.504 96.21